

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL 2024**

### **Entre**

La **Communauté de communes du Bassin de Marennes**, 24 rue Dubois Meynardie, CS 50028 – 17320 Marennes-Hiers-Brouage, représenté par son Président, Monsieur BROUHARD Patrice, dûment habilité.

Ci-après dénommée « la CDC du Bassin de Marennes » ;

### **Et**

Le **Centre Intercommunal d'Action Sociale du Bassin de Marennes**, 23 rue Dubois Meynardie – 17320 Marennes-Hiers-Brouage, représenté par sa Vice-Présidente, Madame LUQUÉ Mariane, dûment habilitée.

Ci-après dénommé « le CIAS du Bassin de Marennes » ;

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.512-6 à L.512-9 et L.512-12 à L.512-15,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**Il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : Objet et durée de la mise à disposition**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, la CDC du Bassin de Marennes met huit agents à disposition du CIAS du Bassin de Marennes pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction afin d'exercer les fonctions supports telles que la direction, la gestion du personnel et les finances auprès du CIAS du Bassin de Marennes.

La présente convention s'établit jusqu'au 31 décembre 2025 et sera renouvelée par tacite reconduction par période d'un an.



## **ARTICLE 2 : Conditions d'emploi**

Les agents sont mis à disposition, avec leur accord, en vue d'assurer leurs fonctions auprès du CIAS du Bassin de Marennes.

Ils exercent leurs fonctions à temps plein pour la CdC du Bassin de Marennes et seront mis à disposition auprès du CIAS du Bassin de Marennes dans les conditions suivantes :

- Directeur général des services à hauteur de 20%, pour ce qui concerne les services Petite enfance – Enfance - Jeunesse ;
- Directrice des Ressources humaines à hauteur de 20% ;
- Responsable des assemblées et de l'administration générale à hauteur de 20% ;
- Responsable Finances à hauteur de 15% ;
- Gestionnaire des ressources humaines à hauteur de 60% ;
- Chargé de communication à hauteur de 10%.

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline) des agents mis à disposition est gérée par la CDC du Bassin de Marennes. Les fonctionnaires mis à disposition sont assujettis aux règles de déontologie en matière d'exercice d'activités lucratives.

## **ARTICLE 3 : Rémunération**

La mise à disposition s'effectue à titre onéreux pendant toute la durée de la mise à disposition.

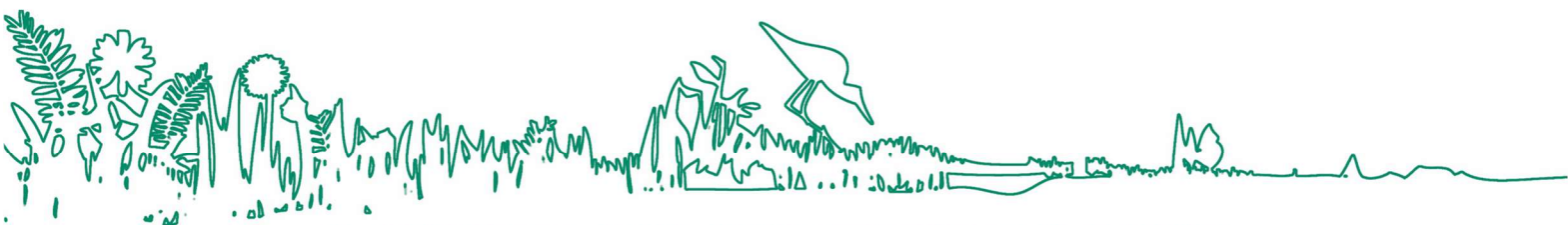
Les agents mis à disposition continuent à percevoir par la CDC du Bassin de Marennes, la rémunération correspondant à leur grade et à l'emploi qu'ils occupent (traitement de base, SFT, indemnités et primes liées à l'emploi).

La CDC du Bassin de Marennes supportera seule la charge des prestations services en cas de maladie lorsque celles-ci proviennent de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des Pensions civiles et militaires, de retraite ou d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions. En outre, la CDC du Bassin de Marennes supportera seule la charge de l'allocation temporaire d'invalidité prévue par les dispositions légales en vigueur.

Les agents seront indemnisés par CDC du Bassin de Marennes des frais et sujétions auxquels ils s'exposent dans l'exercice de leurs fonctions. Ils pourront également percevoir un complément de rémunération dûment justifié par les dispositions applicables à leurs fonctions dans l'organisme d'accueil.

## **ARTICLE 4 : Pris en charge financière**

Le CIAS du Bassin de Marennes remboursera à la CDC du Bassin de Marennes le montant de la





communauté de communes  
BASSIN DE MARENNES

Le Gua • Marennes-Hiers-Brouage • Saint-Sornin • Saint-Just-Luzac • Nieulle-sur-Seudre • Bourcefranc-Le Chapus

rémunération prévue à l'article 3 ainsi que les charges patronales des agents mis à disposition proportionnellement à leur temps d'emploi, sur les bases d'un état récapitulatif validant (en plus ou en moins) les différents pourcentages d'ETP prévisionnels établis comme suit :

Fonction / mission	ETP mis à disposition au CIAS	Coût Total Prévisionnel
Directrice des ressources humaines	0,20	12 741,90 €
Responsable des assemblées et de l'administration générale	0,20	9 635,74 €
Directeur général des services (PEEJ exclusivement)	0,20	20 224,51 €
Responsable financier	0,15	10 885,14 €
Temps des trois gestionnaires des ressources humaines	0,60	53 781,41 €
Chargé de communication	0,10	5 181,94 €
<b>TOTAL</b>	<b>1,35</b>	<b>112 450,64 €</b>

Le paiement des sommes dues par le CIAS du Bassin de Marennes interviendra auprès de Monsieur le Receveur sur présentation d'un titre de recettes émis en décembre de chaque année.

#### **ARTICLE 5 : Formation**

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier les agents.

#### **ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition**

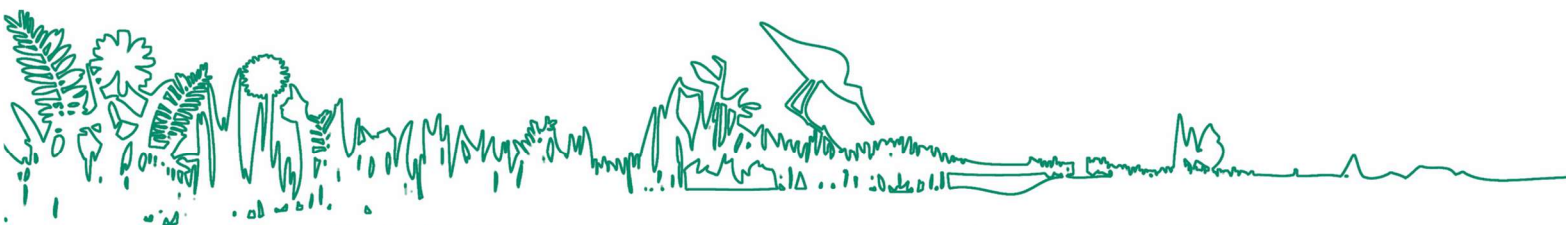
La mise à disposition des agents peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention,
- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de l'intéressé-e, de la collectivité d'origine ou de l'organisme d'accueil,
- sans préavis, en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil.

Dans ces conditions, le préavis sera de 2 mois à compter de la réception de la demande. En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil.

#### **ARTICLE 7 : Contentieux**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence





communauté de communes  
**BASSIN DE MARENNES**

Le Gua • Marennes-Hiers-Brouage • Saint-Sornin • Saint-Just-Luzac • Nieulle-sur-Seudre • Bourcefranc-Le Chapus

du Tribunal Administratif de Poitiers, 15 Rue de Blossac, 86000 Poitiers.

#### **ARTICLE 8 : Élection de domicile**

La présente convention sera notifiée à l'organisme d'accueil, à l'intéressé-e et transmise au contrôle de légalité accompagnée des arrêtés de mise à disposition. Une ampliation sera adressée au Trésorier et au Président du Centre de Gestion.

Fait à Marennes-Hiers-Brouage, le

En double exemplaire

Pour la CDC du Bassin de Marennes,  
Le Président,  
Monsieur Patrice BROUHARD

Pour le CIAS du Bassin de Marennes,  
Par délégation du Président,  
La Vice-Présidente,  
Mariane LUQUÉ

